

STATUT D'AVOCAT

La mouture de Belaïz chez Ouyahia

L'opposition des robes noires exprimée à l'encontre de la chancellerie au sujet de l'avant-projet de loi portant organisation de la profession d'avocat est sans conséquence. Du moins, tel est l'avis de sources judiciaires sûres, qui indiquent que cet avant-projet de loi est d'ores et déjà au niveau du Premier ministre.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Vraisemblablement, le ministre de la Justice et garde des Sceaux, M. Tayeb Belaïz, vient de franchir un nouveau pas pour conforter sa démarche et remporter la bataille qui l'oppose aux robes noires.

Pour cause, la mouture de l'avant-projet de loi portant organisation de la profession d'avocat tant décrié par la corporation des avocats vient d'atterrir sur les bureaux des services du Premier ministre. Sa programmation à débat au niveau de l'une des réunions du Conseil du gouvernement est d'ores et déjà fixée.

Ce rebondissement intervient au moment où un va-et-vient des représentants des robes noires est constaté au niveau du ministère de la Justice et qu'une tentative de «conciliation» entre les deux parties aurait été engagée par des avocats se revendiquant

comme «neutres» dans ce bras de fer dans le but de «ramener le ministère de la Justice et les représentants des avocats à ouvrir de nouveau le débat et trouver un terrain d'entente sur la question».

Pour rappel, les avocats dans leur intégralité ont rejeté «globalement et dans le détail» le projet de Belaïz en le qualifiant de «véritable catastrophe».

«Il est en régression totale et nous renvoie cinquante ans en arrière. Celui proposé en 2001 par Ahmed Ouyahia, alors ministre de la Justice, était plus libéral», a souligné M^e Bentoulmi lors de son intervention à l'occasion de l'assemblée générale des avocats de la capitale tenue le 14 janvier dernier.

Lors de cette assemblée générale tenue au siège de la Centrale syndicale, les robes noires ont signifié une fin de



Belaïz compte remporter la bataille qui l'oppose aux avocats.

non-recevoir au projet Belaïz, jurant que «le texte de la chancellerie ne sera jamais appliqué».

A ce propos, le président de l'Union du conseil de l'Ordre d'Alger, M^e Sellini, dira que «la décision du Conseil d'Etat d'invalider les élections du barreau d'Alger est étroitement liée à l'opposition des avocats de la capitale contre l'avant-projet

proposé par la chancellerie». «Ils ont pris cette décision pour nous faire taire. Nous disons non», a clamé M^e Sellini.

Les représentants des avocats au sein de l'Union des barreaux d'Algérie qui renferme treize conseils régionaux ont exprimé, à cet effet, une fin de non-recevoir concernant certains articles contenus dans l'avant-projet. La décision de

rejet a été approuvée par la quasi-totalité des membres de l'Union lors de la dernière réunion tenue à l'hôtel Mazafran à Zéralda en novembre 2008.

A ce titre, les avocats considèrent «que la démarche de la chancellerie, notamment à travers l'article 24, s'inscrit à contre-courant des principes universels de la profession d'avocat».

Et pourtant, dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi portant organisation de la profession d'avocat, dont *Le Soir d'Algérie* possède une copie, il est indiqué que la «profession d'avocat revêt une importance particulière dans le sens où elle est indissociable des droits de la défense en particulier et des droits de l'homme et des libertés en général. Elle constitue une des garanties de l'Etat de droit. C'est la raison pour laquelle les Etats lui ont consacré une place prépondérante dans leurs constitutions respectives, et l'Algérie, à l'instar de tous ces pays, en dispose dans son article 151 de la Constitution».

A. B.

LES ÉLECTIONS DU BARREAU D'ALGER FIXÉES POUR FÉVRIER

L'opposition conteste le «forçage» du conseil sortant

Les premier et second tours des élections pour le renouvellement du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger, après l'arrêt du Conseil d'Etat, sont programmés pour les 19 et 26 février prochain, a-t-on appris de source judiciaire. Ces deux dates fixées par le Conseil de l'ordre sortant ont provoqué l'ire de l'opposition.

Pour les avocats à l'origine du pourvoi introduit auprès du Conseil d'Etat, «il est inconcevable que le choix de la date relève du Conseil de l'ordre sortant, alors que celui-ci ne bénéficie d'aucune légitimité depuis l'arrêt rendu par le Conseil

d'Etat». Ainsi, parallèlement à cette montée au créneau, l'opposition compte introduire un autre recours en référé auprès du Conseil d'Etat pour faire annuler les dates choisies pour l'organisation des élections.

Les robes noires avancent comme principaux arguments la «non-notification par le Conseil d'Etat aux parties concernées des motifs de l'annulation des premières élections».

Dans cette affaire, il est à noter que huit arrêts ont été rendus par le Conseil d'Etat, ce qui suppose qu'au total huit notifications doivent être adressées aux

parties concernées arguant l'annulation des élections et levant les réserves à l'origine de cette situation.

Sur le plan éthique, «le Conseil de l'ordre sortant n'a pas le droit de piloter l'organisation des prochaines élections. Nous souhaitons qu'une partie extérieure, soit des représentants des conseils régionaux, la prenne en charge».

Enfin, il est à noter que pas moins de huit avocats dont M^{es} Chaoui, Ykhlef, Benbelkacem et Abloui, pour ne citer que ceux-là, ont introduit un recours auprès du Conseil d'Etat.

A. B.

CONTREFAÇON EN ALGÉRIE

Un préjudice de 30 milliards de dinars en 2008

La contrefaçon a été au centre des débats du forum de l'UGCAA. Il a ainsi été expliqué que ce phénomène, qui n'épargne pas l'Algérie, présente un risque pour les économies et l'activité commerciale.

Ce phénomène touche essentiellement les secteurs de large consommation.

C'est notamment le cas de l'agroalimentaire, l'électroménager, l'habillement, la pièce de rechange et les médicaments.

Le représentant de l'Union générale des commerçants et artisans d'Algérie a mentionné, avec amertume, que même le domaine des médicaments n'a pas été épargné.

Selon lui, près de 10 % de la production mondiale de médi-

caments est issue de la contrefaçon. En outre, il a été souligné que la valeur globale de la contrefaçon s'élève à 500 milliards d'euros. Les pays exportateurs sont connus. Il s'agit de quelques Etats du sud de l'Asie ainsi que ceux de l'est de l'Europe.

Le préjudice causé à l'économie nationale se situe entre 25 et 30 milliards de dinars.

Allant plus dans le détail, l'intervenant a souligné que la contrefaçon en Algérie touche 60 % du marché des ciga-

rettes, la pièce de rechange, plus de 50 %, les produits de beauté, 40 %, l'habillement, 30 % et les produits électroménagers, 12 %.

Sur un plan général, il a été mentionné que les produits de contrefaçon représentent entre 25 et 30 % du marché national. 90 % de ces produits se vendent dans des marchés informels.

Il a été noté que, selon la norme internationale, la sonnette d'alarme doit être tirée lorsque la contre-façon atteint le seuil de 15 %.

Pour ce qui est de la contrefaçon dans la propriété intellectuelle en Algérie, pas moins de

423 affaires ont été enregistrées par l'Office national des droits d'auteur : 134 000 CD et 10 000 K7 ont été saisis.

Les wilayas les plus touchées sont Alger, Oran, Tlemcen et Sétif

Les responsables de l'UGCAA ont suggéré le renforcement des brigades des services de sécurité chargées de la lutte contre la contrefaçon, ainsi que le durcissement des lois en rapport avec la lutte contre ce phénomène.

Il a aussi été recommandé l'association de nouveaux secteurs dans cette lutte. Comme celui du secteur de la santé.

N. M.

L'ALGÉRIE
COMPTE SAISIR
PROCHAINEMENT
LA LIGUE ARABEL'urgence
de protéger
les reporters
de guerre

La Commission nationale du droit international humanitaire, instituée par décret présidentiel du 4 juin 2008, compte saisir dans les prochains jours les instances internationales de «l'urgence d'élaborer des lois protégeant le journaliste exerçant en situation de guerre». Cette décision a été prise et soutenue par un groupe de journalistes algériens ayant suivi récemment une formation en droit international humanitaire.

Ladite commission, au sein de laquelle une vingtaine de ministères sont représentés, a été créée sous l'autorité du ministère de la Justice et a pour rôle de «veiller à la promotion et à la mise en œuvre du droit international humanitaire». A cet effet, plusieurs formations seront assurées tant aux journalistes qu'à d'autres structures, afin de «s'imprégner de la portée et des objectifs d'une telle démarche».

A. B.